



GEOPOLITIQUE

**MEMOIRE DU CHEF DE BATAILLON B.
COURTOIS**

L'EUROPE ET LE CAUCASE

I. LE RETOUR EUROPEEN

A. Des investissements audacieux.

B. L'aide intéressée.

II. LE MACHIAVELISME RUSSE.

A. Un tracé risqué.

B. Des méthodes troubles.

III. LE CHOIX DU CENTRE.

A. Le pétrole, fauteur de guerre ?

B. Le pétrole, source de paix

Le Caucase, isthme montagneux entre mer Caspienne et mer Noire, est resté longtemps " terra incognita " pour l'Europe. Aride et sans ressources, il est depuis le XVIII^e siècle, l'arrière-cour de la Russie soviétique ou non. Les communications s'y font par de rares vallées entre des montagnes culminant à plus de 5000 mètres. Par ailleurs, région carrefour entre les influences russe, turque et iranienne, le Caucase est depuis ses origines une zone d'affrontement entre peuples locaux plus ou moins conseillés par leurs puissants voisins. Il se partage aujourd'hui entre la Ciscaucasie appartenant à la Fédération de Russie au nord de la chaîne et les nouveaux pays indépendants de Transcaucasie (Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie) au sud.

L'effondrement de l'URSS et la découverte des gisements de pétrole dans les eaux territoriales de l'Azerbaïdjan ont beaucoup valorisé la région. Depuis quelques années, l'Europe Occidentale veut s'y implanter pour profiter de la " manne pétrolière ". Après des négociations difficiles sur les conditions d'exploitation, elle est aujourd'hui confrontée aux réalités de la géographie. Comment faire transiter, en sûreté, le pétrole au travers de hautes montagnes ou de zones de guerre vers les terminaux de la mer Noire, seule issue vers les eaux libres de Méditerranée ? Répondre à cette question, c'est sans doute apporter une solution à la plupart des tensions géopolitiques actuelles du Caucase.

L'Europe a beaucoup investi dans le Caucase et doit donc résoudre le problème de l'évacuation du pétrole vers l'ouest. Actuellement, les Russes proposent leur oléoduc passant par la Tchétchénie qui leur permettra de récupérer des royalties très importantes. Dans l'avenir, d'autres tracés, notamment par la Transcaucasie, pourraient le concurrencer.

I. le retour européen

L'intérêt de l'Europe pour le Caucase est né à la fois des découvertes pétrolières et de l'effondrement de l'URSS. Ses compagnies pétrolières effectuent aujourd'hui de lourds investissements en partenariat avec l'Azerbaïdjan et la Russie. Il s'agit donc pour les gouvernements d'Europe de l'ouest de stabiliser au mieux la région pour permettre de rentabiliser leurs investissements. C'est le sens de l'aide économique dispensée à l'heure actuelle aux pays transcaucasiens; l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie.

A. Des investissements audacieux.

L'enjeu du pétrole de la Caspienne est considérable. Selon Alfred Cohen analyste américain : " le contrôle de ces ressources énergétiques et des routes d'exportation est rapidement devenu une des questions centrales de l'après-guerre froide ". Des compagnies pétrolières européennes, comme BP ou Elf, ont obtenu des parts importantes dans l'exploitation des gisements azéris, estimés à 25 milliards de barils.

Cependant, l'exploitation elle-même ne se fera pas sans difficultés. Toute l'infrastructure d'exploitation ou de transport est à reconstruire et à moderniser. Les capitaux européens ne sont pas suffisants et les Américains sont largement impliqués dans l'important consortium du pétrole de la Caspienne qui regroupe aussi Russes et Iraniens. Par ailleurs, la géographie rend l'évacuation du pétrole très difficile. Elle est limitée aux rares vallées qui percent le massif caucasien. Par souci d'économie, la proposition russe d'utiliser l'ancien oléoduc nord-caucasien passant par son territoire a été acceptée. Un deuxième projet passant par l'Arménie et la Géorgie semble en bonne voie. Un autre passant par la Turquie paraît abandonné pour le moment. Tous ces tracés représentent des investissements très importants. Ils ne peuvent être réalisés que si la paix se réinstalle dans la région que ce soit en Tchétchénie, en Arménie, en Géorgie ou en Azerbaïdjan.

L'audace du pari européen est encore accentuée par les incertitudes liées au statut de la Caspienne. L'Azerbaïdjan la considère comme une mer et y applique le principe des eaux territoriales. Cela lui donne de nombreux gisements très riches au large de ses côtes. La Russie considère à l'inverse que cette mer doit être considérée comme un lac vu ses faibles dimensions. Cela implique alors que les ressources sous-marines soient partagées équitablement entre tous les riverains. Ces problèmes peuvent remettre en cause les investissements déjà réalisés par nos entreprises mais aussi leurs parts respectives dans l'exploitation des gisements. Les intérêts en jeu étant très importants, ce différent lié au partage des richesses pourrait même dépasser le cadre européen dans les années à venir.

B. L'aide intéressée.

Les pays européens comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou la France veulent stabiliser le Caucase pour y optimiser leurs investissements pétroliers.

Une de leurs méthodes consiste donc à s'implanter dans des pays qui pourraient voir passer sur leur territoire un oléoduc reliant Bakou au port géorgien de Batoumi.

De leur côté, les pays transcaucasiens souhaitent se rapprocher de l'Occident et s'éloigner de la sphère d'influence russe. Depuis quelques années, leur situation économique a cessé de se dégrader. L'Azerbaïdjan, par exemple, veut profiter de ses gisements de pétrole pour s'amarrer à l'Occident, recréer une économie viable et régler ses différends avec ses voisins, en particulier celui du Haut-Karabakh avec l'Arménie.

Depuis l'indépendance du Haut-Karabakh et son rattachement de facto à l'Arménie, cette dernière subit un blocus de la part des azéris et des Turcs. L'économie arménienne, en ruine, s'est pourtant développée depuis deux ans, grâce entre autres à l'aide française et européenne de la BERD. Elle a cependant besoin d'appuis politiques, sans doute européens, pour régler le différent territorial du Haut-Karabakh avec ses voisins.

L'Europe investit assez largement en Géorgie qui pourrait accueillir le futur terminal pétrolier non-russe sur la mer Noire. Des investissements très importants sont réalisés pour la construction du pipe-line Bakou-mer Noire par la Géorgie. Ce pays mène une politique libérale ouverte avec de nombreux partenaires pour éviter le commerce exclusif avec la Russie. De plus, le projet " TRACECA ", appuyé par l'Union Européenne, passe au coeur du pays. Il vise à ouvrir la " route de la soie du XXI^e siècle ". Cette voie (routière et ferrée) pourrait donner à la Transcaucasie un rôle de relais entre l'Europe et l'Asie centrale. Largement bénéficiaire de l'aide occidentale, la Géorgie espère dans le pétrole, la paix et l'avenir.

Ainsi, l'Europe occidentale a fait un retour économique dans le Caucase, attirée par l'odeur du pétrole. Cependant, les duretés du terrain et les tensions entre les peuples de la région lui ont imposé pour l'instant le choix de l'oléoduc russe pour atteindre la mer Noire.

II. le machiavelisme russe.

Les parties prenantes du consortium de la Caspienne ont dû trouver une solution pour évacuer dans les meilleurs délais le pétrole vers les eaux libres de la mer Noire. La Russie, experte du Caucase, a réussi à faire choisir un tracé difficile passant par le nord de la chaîne montagneuse jusqu'à ses ports de la mer Noire. Cela correspond à sa stratégie de contrôle des flux pétroliers du Caucase y compris par des méthodes peu avouables.

A. Un tracé risqué.

Les sociétés pétrolières européennes restent inquiètes, à juste titre, quant à la rentabilité de leurs lourds investissements dans la région. Le pipe-line russe " rénové " reliant Bakou à Novorossisk, port russe de la mer Noire, a été inauguré le 12 novembre dernier. Il était le seul disponible dans les délais demandés. Longeant la mer Caspienne par le Daghestan, il oblique ensuite à l'ouest par la Tchétchénie et remonte enfin par le nord vers le terminal russe de Novorossisk sur la mer Noire.

Ce choix est compréhensible mais n'est pas sans dangers. Le Daghestan est une république très instable de la Fédération de Russie. Il appartient à la zone criminogène formée autour de la Tchétchénie. Les rapt d'étrangers contre rançon y sont permanents. Quatre membres français de médecins sans frontières y avaient d'ailleurs été enlevés au mois d'août 1997 et viennent d'être libérés. La mafia tchéchéne, très violente, y contrôle la production et la vente du caviar de la Caspienne. Des bandes armées tchéchénes s'y déplacent librement. L'oléoduc est donc très menacé sur ses 270 kilomètres daghestanais. Il pourrait être saboté à titre de représailles par une bande armée ou encore voir son pétrole prélevé directement sur la canalisation pour une revente locale.

Plus loin, l'oléoduc passe par la Tchétchénie qui vient d'être évacuée par les troupes russes après une guerre très meurtrière de 1994 à 1996. Cette république autoproclamée vit dans l'anarchie complète. Des chefs de guerre y refusent l'autorité du nouveau pouvoir. Les Russes y sécurisent simplement l'oléoduc avec plusieurs bataillons. Les négociations sur les royalties respectives ont été très dures avec les dirigeants tchéchénes. Elles ont finalement abouti au dernier moment et garantissent, en théorie, une stabilité minimale autour de la conduite. Les Tchétchénes, " gouvernementaux " ou " rebelles ", conservent de toutes façons un pouvoir de nuisance très élevé sur les projets pétroliers russes ou occidentaux dans la région.

Tout cet environnement crée une grande méfiance vis-à-vis de la Ciscaucasie. Les Russes y conservent une influence déterminante. L'Europe les laisse gérer les crises en sachant qu'ils y sont alternativement pompiers ou pyromanes.

B. Des méthodes troubles.

Les Russes considèrent le Caucase comme une zone vitale pour leur sécurité et leur économie. Ils sont parvenus à conserver sous leur contrôle l'ensemble de l'ex-Caucase soviétique. Leur tactique a consisté à entretenir partout l'instabilité en fomentant ou encourageant des troubles interethniques pour justifier ensuite leur présence militaire au titre du " maintien de la paix ". En Tchétchénie, ces méthodes ont conduit à une guerre ouverte. La violence de la réaction russe dans ce pays en 1994 répondait à deux objectifs : tout d'abord, conserver l'oléoduc nord-caucasien disponible mais aussi éviter que la fièvre indépendantiste ne s'étende à d'autres républiques pétrolières de la région comme le Tatarstan ou le Daghestan. Cette stratégie du " diviser pour mieux régner " a également permis aux Russes de limiter l'indépendance des pays transcaucasiens comme l'Arménie, la Géorgie ou l'Azerbaïdjan en leur imposant un retour au sein de la Communauté des Etats Indépendants pour retrouver la paix.

Les Russes veulent profiter des gisements de la Caspienne même s'ils sont placés sur le territoire de l'Azerbaïdjan (ce qu'ils contestent d'ailleurs). Leur objectif final pourrait être de contrôler les flux de pétrole entre Caspienne et mer Noire. Ce serait pour eux un facteur de puissance majeur au début du XXI^e siècle. Deux modes d'action sont envisageables pour imposer aux Occidentaux le transit du pétrole par les oléoducs russes. Tout d'abord, poursuivre la stabilisation de la Tchétchénie et rentabiliser l'utilisation de l'oléoduc existant. Cela impose de partager les royalties avec les Tchétchénes, prêts à saboter la conduite à tout moment. A l'inverse, les Russes pourraient entretenir l'instabilité traditionnelle destinée à effrayer les Occidentaux. Ils proposeraient alors la construction d'un deuxième oléoduc évitant la Tchétchénie par le nord. Ce tracé leur éviterait de partager les bénéfices du transport avec les Tchétchénes. Cependant, les investissements à engager étant énormes, l'option " stabilité " pourrait être choisie pour quelques années. Par ailleurs, les Russes n'hésitent pas à souligner déjà l'instabilité de pays concurrents pour le tracé d'un deuxième pipe-line comme la Géorgie, l'Arménie ou encore la Turquie, troubles qu'ils ont souvent eux-mêmes encouragés.

En outre, les Russes veulent apparaître comme l'unique expert du Caucase. S'ils laissent s'y installer les Occidentaux et européens avec leurs capitaux indispensables pour remettre à niveau l'exploitation des richesses, ils freinent au maximum leur influence politique dans la région. Entretenant l'instabilité dans la zone, il leur est facile de s'en présenter comme le seul pacificateur efficace. Par exemple, des campagnes médiatiques ont souvent présenté les Russes comme les gardiens des valeurs occidentales face au renouveau de l'Islam porté par les indépendantistes tchétchénes. Elles ont été efficaces car l'Europe occidentale n'a jamais reconnu l'indépendance de la Tchétchénie. Elle craignait de voir à terme se créer dans la région un espace islamique

regroupant Islamabad, Grozny et Téhéran... L'Europe n'a pas été non plus partie prenante aux négociations de paix entre Russes et Tchétchènes. L'arrivée de son pétrole dans les terminaux de la mer Noire en dépendait pourtant fortement. Enfin, les Russes savent jouer habilement de la faiblesse de leur pouvoir politique. Par exemple, en 1993, l'Europe ne voulait pas affaiblir Boris Eltsine, seul champion de la démocratie russe face à un retour des communistes. Elle lui a donc laissé les mains libres pour rétablir l'ordre dans le Caucase.

Les pays européens n'en conservent pas moins aujourd'hui un réel souci de liberté de leurs approvisionnements dans cette région. Ils veulent donc diversifier les tracés d'oléoducs. Il s'agit d'éviter une emprise russe sur ce "détroit d'Ormuz" du XXI^e siècle que pourrait devenir le Caucase. Un autre projet d'oléoduc est donc en gestation.

III. le choix du centre.

Cette nouvelle conduite est à créer entièrement. Le tracé est confronté aux difficultés géopolitiques de la région déjà évoquées. Toutefois, le pétrole pourrait faire évoluer très rapidement la situation en relançant les affrontements ou, au contraire, en apportant la paix.

A. Le pétrole, fauteur de guerre ?

Les pays de Transcaucasie espèrent la mise en place du second oléoduc sur leur territoire. Cela ne se fera pas sans difficultés avec les voisins, en particulier les Russes, qui ont leurs propres projets de tracé à défendre.

1. **Quelle réaction russe ?**

Les Russes peuvent s'opposer à ce projet en prouvant l'insécurité régnant dans le secteur. Ils peuvent tout d'abord déstabiliser à nouveau la Géorgie. Ce pays est en effet confronté à deux problèmes : l'Adjarie et l'Abkhazie. Ces deux provinces, et particulièrement la seconde ont des velléités d'indépendance. Une guerre a opposé Géorgiens et Abkhazes de 1992 à 1994. Il est encore facile pour les Russes d'y relancer les combats. Cette instabilité serait aussi pour eux un moyen de justifier le maintien sur place du Groupe des Forces Russes de Transcaucasie.

Par ailleurs, le conflit du Haut-Karabakh couve toujours. Il est encore possible d'y encourager une reprise des combats, les azéris n'ayant jamais admis ni le rattachement de facto de leur province à l'Arménie et encore moins la perte de la zone-tampon entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. La guerre menée contre l'Azerbaïdjan par les indépendantistes arméniens de cette province s'est en effet terminée par une défaite des azéris en 1992. Dans le futur, les Russes pourraient également créer des tensions au Nakhitchevan, région azerbaïdjanaise enclavée entre la Turquie et l'Arménie, en lui "conseillant" de faire sécession.

Enfin, les Russes sont capables d'exercer des pressions politiques directes sur l'Azerbaïdjan dont la richesse dépend de la bonne évacuation du pétrole. L'actuel président azéri, Mr Aliiev a été mis en place après un coup d'état "accepté" par Moscou alors que son prédécesseur, Mr Etchilbey, était en train de négocier des contrats pétroliers avec le consortium de la Caspienne. Les raisons de ce renversement sont donc faciles à imaginer.

Les pays occidentaux devront donc négocier fermement avec Moscou pour pouvoir installer leur deuxième oléoduc. Par ailleurs, d'autres riverains du Caucase ont aussi des projets à défendre.

2. Les regrets perse et ottoman.

Les Turcs avaient proposé au consortium un tracé passant par le sud et aboutissant sur leur port méditerranéen de Ceyhan. Il évitait ainsi les guerres caucasiennes et le transit maritime au travers du Bosphore et des Dardanelles. Cependant, ce projet a été menacé d'emblée par des groupuscules arméniens opérant en Turquie qui menaçaient de saboter la conduite. Il ne sera donc pas a priori retenu.

Comment les Turcs vont-ils réagir ? Certes, leurs capacités de rétorsion restent limitées. Toutefois, ils pourraient faire preuve de mauvaise humeur en ralentissant les cadences de passage dans leurs détroits des pétroliers en transit vers la Méditerranée ou la mer Noire.

Enfin, le refus occidental d'envisager le moindre tracé passant par l'Iran sera-t-il sans conséquence ? Pour l'instant, les Iraniens se contentent de reprendre pied dans le Caucase au travers d'actions humanitaires ou de prosélytisme vers les populations. Ils sont de plus les alliés objectifs des Russes pour faire échouer l'occidentalisation du Caucase via les Turcs. Dans l'avenir, ils pourraient être une menace pour les investissements européens. Il leur est en effet facile d'encourager des actions de terrorisme contre l'oléoduc pour appuyer des négociations avec l'Occident ou l'Europe.

Le choix du second tracé peut raviver de nombreuses tensions géopolitiques dans la région. Le pari des européens est donc difficile puisqu'il s'agit d'éviter la reprise des affrontements et de lancer un processus de paix. C'est cependant possible.

B. Le pétrole, source de paix

L'Europe souhaite participer à la stabilisation de la Transcaucasie. Dans les faits, son action politique reste peu efficace. La motivation économique semble en revanche une colombe très persuasive.

1. La politique de prévention des conflits

Il est à noter en préambule que l'Europe ne cherche à pacifier cette zone que depuis les découvertes de pétrole. Elle ne s'est pas émue des massacres inter-ethniques des guerres caucasiennes des années 85-95. Ses médias furent étrangement absents durant tous les conflits. Pourtant, des massacres au moins aussi importants que ceux commis dans l'ex-Yougoslavie y furent commis dans l'impunité la plus complète.

L'Europe participe aujourd'hui à la stabilisation politique des pays support du deuxième tracé. En Géorgie, elle traite avec son président, Mr Chevarnadzé, pour arriver à une solution du conflit avec l'Abkhazie, province du nord qui a fait sécession. Un "groupe des amis de la Géorgie" a été mis sur pied. Co-présidé par la France, il obtient pour l'instant des résultats très limités.

L'Europe a engagé aussi des observateurs, français entre autres, au sein de la Mission d'Observation des Nations-Unies en Géorgie (MONUG) qui sépare les belligérants. Elle est distincte de la force de maintien de la paix russe présente sur place.

L'Europe tente de régler le conflit arméno-azéri du Haut-Karabakh qui bloque tout redémarrage économique réel de la région. La France est par exemple co-présidente du groupe de Minsk, dépendant de l'Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe (OSCE). Composé de la Russie, de divers pays européens et rejoint il y a peu par les Etats-Unis, il tente sans succès de débloquer la situation. Il est très critiqué pour sa lourdeur et son inefficacité. En outre, la France encore , qui possède une importante communauté arménienne sur son territoire, tente de réconcilier les belligérants. Elle a organisé récemment une rencontre entre Arméniens et Azéris au parlement européen de Strasbourg.

De son côté, L'OSCE a planifié l'engagement d'une force de maintien de la paix sur place. Pour l'instant, tout engagement de soldats européens dans le Haut-Karabakh a été refusé par les membres du groupe. Ils estiment que la Transcaucasie ne vaut pas la vie de leurs soldats. Seule la Russie est prête à déployer les siens si l'OSCE la paye. Cela lui permettrait de reprendre pied en Azerbaïdjan d'où elle est absente et de contrôler une partie du futur oléoduc central.

En résumé, la politique de prévention des conflits menés par l'Europe dans la région n'a été très efficace. L'intérêt économique pourrait se montrer dans l'avenir meilleur " artisan de paix ".

2. La motivation économique

Les intérêts liés au pétrole du Caucase pourraient expliquer bon nombre de revirements politiques à venir. Certaines régions commencent à considérer qu'il vaut mieux être une province d'un pays riche qu'un Etat indépendant pauvre et ignoré.

De grosses négociations internationales ont lieu actuellement sur fond de pétrole. Ces richesses pourraient calmer les ardeurs belliqueuses des populations autochtones ainsi que leur volonté d'indépendance. L'Arménie voit par exemple dans

un pipe-line sur son sol une possibilité de remédier à ses difficultés économiques. Cela permet de mieux comprendre le changement récent dans les propos du président Petrossian au sujet du Haut-Karabakh. Il a en effet émis des doutes sur la crédibilité de l'indépendance de cette province, pourtant chèrement conquise en 1994 par ses compatriotes. La paix avec l'Azerbaïdjan et la fin du blocus azéro-turc sont donc possibles à terme.

La Géorgie, partenaire privilégié des Européens dans la région pourrait voir ses problèmes intérieurs s'apaiser. En effet, l'Abkhazie pourrait elle aussi participer au partage des bénéfices. Un projet envisage de faire transiter le pétrole de la Géorgie par le littoral de la mer Noire et donc par l'Abkhazie. Ce pays voit dans les royalties une manne pour se remettre des destructions de la guerre contre les Géorgiens. Une solution rapide du conflit est possible. Partout cependant, ces éclaircies de paix dépendent du bon vouloir des Russes.

De plus, ces profits potentiels font passer totalement au second plan les drames qu'a connu cette région. Il faut citer, entre autres, les épurations ethniques réciproques menées par les belligérants dans le conflit du Haut-Karabakh. Des milliers d'azéris et d'arméniens ont été chassés ou massacrés dans ces régions lors des combats. L'appât du gain raccourcit les mémoires.

En définitive, l'Occident reste un modèle à atteindre pour les pays du Caucase. Ce rayonnement a eu une influence dans les déclarations d'indépendance des nouvelles républiques de la région; les élites nationales ont eu l'espoir d'une modernisation rapide grâce aux bienfaits et à la générosité occidentale.

Malheureusement, les Caucasiens ont peu à peu déchanté. Les Européens ont été effrayés par les infrastructures vétustes, les économies très peu compétitives, l'insécurité chronique, les Etats inexistantes ou encore la faible culture du travail et de l'investissement à long terme. Déchirés par les conflits inter-ethniques, simples objets des luttes de pouvoir à Moscou, ces pays ont sombré dans l'ignorance européenne.

Les Russes sont restés longtemps maîtres du jeu dans la région. Ils étaient alternativement pompiers ou pyromanes pour justifier leur présence militaire, leurs interventions ou leurs participations aux consortiums de la Caspienne. Rien dans cet " étranger proche " des Russes ne pouvait évoluer sans leur aval.

Cependant, la richesse des gisements de la Caspienne fait que le monde, et donc l'Europe, a tourné à nouveau ses yeux vers cette région déshéritée. La manne pétrolière pourrait atténuer les tensions géopolitiques de la zone car le commerce des hydrocarbures a besoin de paix pour s'effectuer. Les revendications nationalistes pourraient s'apaiser devant cet élément très nouveau. Par ailleurs, l'ampleur des travaux à réaliser explique l'effacement partiel des Russes au profit des occidentaux. En effet, Moscou n'avait pas les moyens pour mettre en valeur seul ces nouvelles richesses. Face à la volonté des peuples du Caucase de bénéficier rapidement des retombées du pétrole, les capitaux occidentaux étaient donc indispensables. Un subtil partage des richesses et de l'influence va donc prochainement s'opérer entre Russes, Européens et Américains dans le Caucase.

Présente sur le terrain économique, l'Europe pourrait en profiter pour relancer un processus de paix et de prospérité . D'ailleurs, cette région ressort par certains côtés de la civilisation européenne. Soutenu par les Occidentaux, le Caucase pourrait ainsi redevenir zone d'échanges plutôt que zone d'affrontement. Ce sera peut-être le cadeau du pétrole.

BIBLIOGRAPHIE

-

Ouvrages consultés

" Les guerres du Caucase "; Th. Mourgues, A. Karam; Editions Fayard.

Rapport Annuel Mondial sur les systèmes économiques et les stratégies 1997 publié par l'Institut Français des Relations Internationales.

Dictionnaire de Géopolitique d'Yves Lacoste.

Reuves

" Géopolitique du Caucase "; Revue Hérodote, Avril 1997

-

" Géopolitique " consacrée à l'influence russe, 1997.

Entretiens

-

Mr Olivier CAZAL, cadre à la Compagnie Française du Commerce Extérieur.

Commandant ARNOLD, Direction du Renseignement Militaire, suivi de la Transcaucasie.

Lieutenant-colonel MATHERN, Direction du Renseignement Militaire, Russie.

Le conflit du Haut-Karabakh